

PROGRAMME NATIONAL FSE+ EMPLOI - INCLUSION - JEUNESSE - COMPÉTENCES

APPEL À PROJETS ET CRITÈRES DE SÉLECTION

INTITULÉ ET CODE : CD90 - OS L et OS H - Favoriser l'insertion professionnelle et l'inclusion sociale des personnes les plus éloignées de l'emploi et des plus vulnérables (BFC-OI982)

RÉGION ADMINISTRATIVE : Bourgogne-Franche-Comté

PÉRIMÈTRE GÉOGRAPHIQUE : Département du Territoire de Belfort

SERVICE GESTIONNAIRE : Conseil départemental du Territoire de Belfort - Service FSE - PAF

DATE DE LANCEMENT DE L'APPEL À PROJETS : 21/02/2024

PÉRIODE DE RÉALISATION POSSIBLE DE L'OPÉRATION : Du 01/01/2024 au 31/12/2025

DURÉE MINIMUM DE L'OPÉRATION : 12 mois

DURÉE MAXIMUM DE L'OPÉRATION : 24 mois

MONTANT TOTAL DU SOUTIEN EUROPÉEN PRÉVU : 1 100 000 €

MONTANT MINIMUM FSE+/FTJ : 15 000 €

TAUX D'INTERVENTION FSE+/FTJ MAXIMUM : 60 %

THÈME Insertion professionnelle et inclusion sociale des personnes les plus éloignées de l'emploi et des plus vulnérables

MONTANT MINIMUM COÛT TOTAL ÉLIGIBLE : 25 000 €

DATE LIMITE DE DÉPÔT DES CANDIDATURES : 20/06/2024



DESCRIPTION ET CONTEXTE :

Le Fonds Social Européen plus (FSE+) est l'un des quatre fonds structurels de l'Union européenne avec le Fonds européen de développement régional (FEDER), le fonds de cohésion et le Fonds de Transition Juste (FTJ) qui contribuent à la politique de cohésion économique et sociale de l'Union européenne.

La nouvelle programmation 2021-2027 dite FSE+, régie par les règlements (CE) n°2021/1060 et n°2021/1057, est le principal levier financier de l'Union européenne en matière de promotion de l'emploi et de l'inclusion sociale.

Pour la France, l'enveloppe de la programmation FSE+ 2021-2027 s'élève à **6,674 milliards d'euros** répartie entre divers acteurs :

- 4,085 milliards d'euros pilotés par la Direction Générale à l'Emploi et à la Formation Professionnelle (DGEFP)
- 582 millions d'euros pilotés par le ministère du travail, de la santé et des solidarités consacrés à l'aide alimentaire ;
- 2,007 milliards d'euros pilotés par les conseils régionaux.

La stratégie retenue pour le programme national du FSE+ repose sur les priorités de la précédente programmation : emploi, formation et inclusion mais s'élargit à des thématiques nouvelles comme l'accompagnement social des plus vulnérables, la protection de l'enfance, la lutte contre les violences sexuelles etc.

Le FSE+ permet ainsi la mise en œuvre d'actions dans trois grands domaines :

- L'accès à l'emploi, notamment des jeunes, et l'efficacité des marchés du travail ;
- L'éducation, la formation et l'apprentissage tout au long de la vie ;
- L'inclusion sociale (notamment des communautés marginalisées et des plus démunis), la santé, la protection sociale et la lutte contre la pauvreté.

Environ 65 % des crédits du programme national FSE+ " Emploi - Inclusion - Jeunesse – Compétences " 2021-2027 sont gérés au niveau centralisé par l'Etat dont l'autorité de gestion en chef est la DGEFP.

Concernant le niveau central, le programme national FSE+ est réparti entre un volet piloté par la DGEFP et un volet déconcentré confié aux Préfets de région (par le biais de la DREETS - Direction régionale de



l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités comme autorité de gestion déléguée), qui eux-mêmes peuvent déléguer une partie de leur enveloppe aux Organismes Intermédiaires (OI).

La région Bourgogne Franche-Comté a été dotée d'une enveloppe de 91,2 millions d'euros, dont plus de 72 millions sont confiés aux conseils départementaux de la région au titre des deux premières et principales priorités du programme : l'insertion professionnelle et l'inclusion sociale des personnes les plus éloignées du marché du travail d'une part, et l'insertion professionnelle des jeunes d'autre part.

Le Département du Territoire de Belfort, OI sur la précédente programmation 2014-2020, est également OI pour la programmation FSE+. Sa délégation de gestion porte sur les priorités 1 et 2 du programme national FSE+ :

- Priorité 1 : Favoriser l'insertion professionnelle et l'inclusion sociale. Elle permet le financement d'actions concourant à l'insertion sociale et professionnelle des personnes éloignées de l'emploi.

o Objectif Spécifique H - favoriser l'insertion et l'inclusion active, dont l'objectif est de structurer les parcours d'insertion en mobilisant l'ensemble des solutions nécessaires, telles que la levée des freins sociaux ou l'insertion par l'activité économique dans un objectif d'insertion professionnelle.

o Objectif Spécifique L - Lutte contre la pauvreté et l'exclusion pour permettre un accompagnement social des plus vulnérables. Il vise à permettre la mise en œuvre d'actions déconnectées d'un objectif immédiat d'accès à l'emploi, soit qu'il s'adresse à des publics trop éloignés de l'emploi nécessitant une remobilisation sociale préalable, soit qu'il s'adresse à des publics qui ne sont pas sur le marché de l'emploi (enfants ou retraités par exemple).

- Priorité 2 : Insertion professionnelle des jeunes et appui à la réussite éducative

o Objectif Spécifique A - Insertion des jeunes et soutien à l'apprentissage et l'alternance. Les actions éligibles sont celles favorisant l'insertion des jeunes sur le marché de l'emploi (accompagnement social et /ou professionnel, actions de repérage, de diagnostic, de remobilisation etc.).

Ainsi, le Département pourra mobiliser une enveloppe totale de près de 6 millions d'euros sur la période 2022-2027.

Le présent appel à projets concerne la priorité n°1 dédiée à l'insertion socio-professionnelle des personnes les plus éloignées du marché du travail et des plus vulnérables ou des exclus afin de favoriser l'inclusion active (objectif spécifique H) et promouvoir l'intégration sociale (objectif spécifique L). Nous vous alertons sur le fait que, lors de votre dépôt de demande de subvention, il faudra impérativement choisir un des deux objectifs spécifiques indiqués précédemment, sans quoi votre projet pourra être déclaré inéligible. En outre, il sera nécessaire de déposer deux demandes de subvention distinctes si le projet répond aux deux objectifs spécifiques. Il est conseillé de prendre attache avec un des gestionnaires FSE avant le dépôt de votre demande de subvention en cas de doute sur l'objectif spécifique à choisir.



Le montant de cet appel à projets est fixé à **1 100 000,00 euros** sur l'année 2024-2025.

Deux autres appels à projets sont actuellement en cours :

- un appel à projets spécifique sur les Ateliers Chantiers d'Insertion permettant de financer en périmètre restreint l'accompagnement socio-professionnel et l'encadrement technique pour l'année 2024 (priorité 1 objectif spécifique H) ;
- un appel à projets spécifique sur l'accès à l'emploi des jeunes de moins de 30 ans et le renforcement de leur employabilité, en passant notamment par la réussite éducative (priorité 2 objectif spécifique A).

CADRE D'INTERVENTION - PROFIL DE FINANCEMENT

- **Priorité d'investissement**

1 Favoriser l'insertion professionnelle et l'inclusion sociale des personnes les plus éloignées du marché du travail et des plus vulnérables/ou des exclus

- **Objectif spécifique**

1.h Favoriser l'inclusion active afin de promouvoir l'égalité des chances, la non-discrimination et la participation active, et améliorer l'employabilité, en particulier pour les groupes défavorisés

- **Contexte de l'objectif spécifique**

Le Territoire de Belfort constitue un bassin industriel important. Selon l'étude statistique de Pôle Emploi, la part du nombre de salariés dans le secteur de l'industrie au 3ème trimestre 2023 est de 22 %. Cette économie industrielle a subi la crise économique de 2008-2009, qui s'est traduite les années suivantes par un accroissement régulier du taux de chômage et du nombre de bénéficiaires du RSA.

Demandeurs d'emploi inscrits à Pôle Emploi dans le Territoire de Belfort

Au 3ème trimestre 2023, en France, le taux de chômage est de 7,2 %. Il est de 6,5 % en Bourgogne Franche Comté, et de 8,7 % dans le Territoire de Belfort.

Fin septembre 2023, le Territoire de Belfort compte près de 11 650 demandeurs d'emploi catégories A, B et C inscrits à Pôle Emploi dont près 6 650 en catégorie A - tenus de rechercher un emploi et sans activité - Ce nombre a diminué de 2 % sur un an ("Regard sur le département du Territoire de Belfort au 3ème trimestre 2023").

Taux de pauvreté

En 2021, le taux de pauvreté du département du Territoire de Belfort s'élève à 16,3%.

Caractéristiques des demandeurs d'emploi du département

En décembre 2022, le département du Territoire de Belfort compte 11 590 demandeurs d'emploi de catégorie A, B ou C. Globalement, les grandes tendances d'évolution de nombre de demandeurs d'emploi en fin de mois (DEFM) ont été similaires sur le département et la France métropolitaine sur une longue période d'observation. Parmi l'ensemble de ces demandeurs d'emploi, 14 % sont âgés de moins de 25 ans tandis que 27 % des demandeurs d'emploi ont 50 ans ou plus. Le chômage de longue durée (un an ou plus) concerne 46 % des demandeurs d'emploi. Par ailleurs, 19 % des demandeurs d'emploi du Territoire de Belfort vivent dans un quartier Politique de la Ville.

D'après "*Regard sur le département du Territoire de Belfort au 3ème trimestre 2023*" de Pôle Emploi, environ 57 % des demandeurs d'emploi sont inscrits en catégories A, B et C depuis 1 an ou plus. Le Territoire de Belfort compte ainsi 8 059 demandeurs d'emploi de longue ou de très longue durée (DELD ou DETLD). Parmi ces demandeurs d'emploi de longue durée, 2 931 individus, plus de 36 %, ont plus de 2 ans d'ancienneté au chômage (DETLD). Le département compte une plus forte proportion d'ouvriers non qualifiés (14 % contre 11 % au niveau régional), au détriment des employés qualifiés (35 % contre 40 %). De plus, les demandeurs d'emploi du département ont globalement un niveau de formation moins élevé que la moyenne régionale. En effet, 47 % d'entre eux ont un niveau de formation supérieur au BAC, contre 49 % en Bourgogne-Franche-Comté. Dans le département, on observe que 19 % de demandeurs d'emploi possède un niveau BEPC ou sont sans diplôme, contre 17 % dans la région.

Emploi/Allocataires CAF/RSA

Le nombre de demandeurs d'emploi n'est pas sans incidence sur le dispositif RSA. Lorsqu'ils sont en fin de droit, ils entrent généralement dans le dispositif RSA.

L'*Observatoire Social Départemental édition 2022* indique que sur 13 ans, entre fin 2019 et fin 2022, dans le Territoire de Belfort, le nombre d'allocataires du RSA est passé de 3 556 à 4 203. Cela représente 810 allocataires supplémentaires soit une augmentation de 24 %.

Le RSA concerne pour plus de moitié des ménages de 30-49 ans. Ainsi, 54 % des foyers sont allocataires soit 2 260 ménages. 37 % des bénéficiaires sont des hommes vivants seuls (soit 1 550 personnes) et 28 % sont des femmes en situation de monoparentalité (soit 1 180 personnes). 52 % des foyers bénéficiaires du RSA sont dans le dispositif depuis plus de trois ans (soit 2 193 ménages).

Ces éléments de contexte démontrent toute la pertinence de la mise en œuvre d'actions spécifiques à destination des publics vulnérables et éloignés de l'emploi, pour permettre leur retour à l'emploi, développer les compétences et aptitudes nécessaires pour s'y engager ou encore promouvoir leur intégration sociale.

• Objectifs



Dans le cadre du FSE+, le présent appel à projets vise à soutenir des opérations permettant de :

- Favoriser le parcours professionnel et lever les freins à l'emploi des participants ;
- Accompagner et développer leurs potentialités et capacité à s'insérer ;
- Orienter, évaluer et développer l'employabilité, les compétences et les possibilités de retour à l'emploi des participants par un accompagnement lors des mises en situation de travail ;
- Accompagner l'adaptation à un milieu professionnel ;
- Améliorer la performance des acteurs de l'insertion en renforçant notamment la coordination entre les acteurs des différentes politiques publiques au sujet de l'insertion professionnelle afin de garantir une meilleure efficacité et transparence pour les usagers.

• Actions visées

Cet appel à projets concerne les actions suivantes :

- **Actions visant à permettre l'accompagnement renforcé vers l'emploi des personnes en recherche d'emploi ainsi que l'articulation de l'accompagnement professionnel et social**

Le repérage, l'orientation et l'accompagnement personnalisé et adapté vers l'emploi (*hors actions de formation*) : premier accueil, diagnostic social et professionnel, caractérisation des besoins, définition du projet professionnel, actions de remobilisation, de valorisation des compétences, mise à l'emploi pendant le parcours, suivi durant le parcours notamment grâce à des "référénts de parcours", appui intensif, actions de préparation opérationnelle à l'emploi, etc.

La levée des freins : soutien et accompagnement dans les domaines de la mobilité, l'accueil/garde collective des jeunes enfants notamment aux horaires atypiques, l'accès aux droits, l'accès aux soins y compris psychologiques, et la prise en charge des addictions, accès au logement et maintien dans le logement, aide matérielle ou financière nécessaire à l'accès à l'emploi ; accompagnement dans l'aptitude à mener des démarches en ligne.

La coordination des acteurs dans l'accompagnement des personnes suivies, l'animation territoriale, l'ingénierie de projets et de parcours, ainsi que le suivi des parcours, y compris par le développement, le déploiement, la mise en réseau et la mise à jour technologique de systèmes d'information.

- **Actions visant à impliquer les entreprises dans une démarche inclusive, sous la forme de conseils ou appui aux services de ressources humaines ou d'accompagnement par les partenaires sociaux**

Evolution des pratiques de recrutement à travers notamment la médiation vers l'emploi.

Appui à l'émergence des pratiques (équilibre vie professionnelle/vie privée, emploi de personnes handicapées, etc), leur capitalisation et leur essaimage.

Développement des aspects sociaux et des achats responsables dans la commande publique et la commande privée (dont clauses sociales).

Lutte contre les discriminations.

Coordination de la relation aux employeurs.

- Actions favorisant l'insertion professionnelle, l'insertion sociale par l'emploi et le maintien dans l'emploi des personnes en situation de handicap et des personnes souffrant d'une maladie de longue durée, notamment l'appui aux entreprises adaptées, à la fluidité des parcours, l'accompagnement dans l'emploi des personnes handicapées, l'appui aux entreprises et la coopération des acteurs
- Actions visant à soutenir le développement de l'insertion par l'activité économique comme solution de mise à l'emploi et comme parcours d'accompagnement vers l'emploi durable (hors ACI).

A noter : *Les Ateliers Chantiers d'Insertion en périmètre restreint font l'objet d'un appel à projets spécifique en cours de publication du 1er février 2024 au 02 avril 2024 et ne peuvent candidater pour ce nouvel appel à projets.*

• Catégorie des candidats éligibles à l'objectif spécifique

Cet appel à projets est ouvert à tout organisme privé ou public susceptible de proposer un projet d'intérêt général relevant de son champ d'intervention, en lien avec les thématiques ciblées.

Les projets en consortium ne sont pas éligibles.

• Public cible

Le public cible se compose de deux groupes distincts :

1° Les personnes en recherche d'emploi inscrites ou non auprès du service public de l'emploi, y compris les personnes en activité réduite subie, présentant notamment une ou plusieurs caractéristiques suivantes :

- les femmes, jeunes*, séniors, personnes handicapées ou souffrant d'une affection de longue durée ;
- les demandeurs d'emploi de longue durée ;
- les travailleurs indépendants souhaitant retrouver un emploi salarié ;
- les personnes inactives ;
- les bénéficiaires de minimas sociaux ;
- les ressortissants de pays tiers ;
- les personnes placées sous main de justice ;
- les personnes en contrat aidé ;
- les personnes vivant dans des zones urbaines ou rurales prioritaires.

2° Les salariés en insertion des structures d'insertion par l'activité économique, et des entreprises adaptées et des groupements d'employeurs pour l'insertion et la qualification (GEIQ) (**hors ACI**).

L'éligibilité sera justifiée à l'appui de justificatifs de bénéfice d'un minima social (attestation CAF, copie CAFPRO ou équivalent) ou d'une attestation actualisée de Pôle Emploi. Des attestations émanant d'organismes de tiers pourront être éligibles, sous réserve de validation du service gestionnaire (Caisse d'Allocations Familiales, Département du Territoire de Belfort, etc..). Au cas par cas, des pièces complémentaires pourront être prévues lors de l'instruction (Cerfa, contrat de travail, pièce d'identité ou carte vitale, justificatif de domicile ou attestation d'hébergement).

*Les jeunes sont éligibles lorsqu'ils participent à des actions non spécifiques. **Les actions visant spécifiquement le public jeune devront être programmées dans le cadre de la priorité 2.**

- **Profils de plan de financement**

Taux forfaitaire de 7% des dépenses de personnel, de fonctionnement, de prestations et de participants (au réel) pour calculer les dépenses indirectes

Taux forfaitaire de 15% des dépenses de personnel (au réel) pour calculer les dépenses indirectes

- **Autre**

Conflit d'intérêt

En référence à l'article 61 du règlement (UE/Euratom) n°2018/1046, une attention particulière sera portée par le Département à l'existence potentielle de conflits d'intérêt chez l'opérateur, notamment en ce qui concerne les lignes de partage.

Lignes de partage

L'accord régional signé le 23 février 2022 entre l'État et la Région Bourgogne-Franche-Comté fixant les lignes de partage entre le volet déconcentré du programme national FSE + et le programme régional FEDER/FSE+ pour la période 2021-2027 est disponible sur le site internet du Conseil Régional de Bourgogne-Franche-Comté et sur le site de la DREETS.

<https://www.europe-bfc.eu/actualite/fse-accord-regional-entre-letat-et-la-region-bourgogne-franche-comte/>

- **Priorité d'investissement**

1 Favoriser l'insertion professionnelle et l'inclusion sociale des personnes les plus éloignées du marché du travail et des plus vulnérables/ou des exclus

- **Objectif spécifique**

1.1 Promouvoir l'intégration sociale des personnes exposées au risque de pauvreté ou d'exclusion sociale, y compris les personnes les plus démunies et les enfants

- **Contexte de l'objectif spécifique**

Taux de pauvreté

D'après le rapport de l'observatoire social départemental de 2023 disponible sur le site internet du Département (<https://www.territoiredebelfort.fr/publications/observatoire-social-departemental-2023-0>), 19 850 personnes vivent sous le seuil de pauvreté soit 14,8% de la population du département en 2020. Ce taux est supérieur à la moyenne régionale (12,8%) et proche du taux métropolitain (14,4%). Sur l'ensemble du département, Belfort regroupe plus de la moitié des personnes situées sous le seuil de pauvreté. Le taux de pauvreté y atteint un maximum de 25%. Ce ratio est également supérieur à la moyenne départementale (14,8%) pour les communes de Delle (19%), Valdoie (17%), Danjoutin (16%) et Giromagny (15%).

Au niveau national, début 2022, 14% de la population de France métropolitaine est en situation de privation matérielle et sociale. Cette proportion atteint son plus haut niveau depuis 2013. Dans un contexte d'augmentation des prix de l'énergie, une personne sur dix vit dans un ménage qui n'a pas les moyens financiers de chauffer correctement son logement. Les habitants des communes rurales et urbaines de densité intermédiaire, qui ont des dépenses d'énergie plus élevées sont ceux dont le taux de privation matérielle et sociale augmente le plus par rapport à 2020.

Le logement social

Au 1er janvier 2022, la densité du parc social s'élevait à 79 logements pour 1000 habitants sur l'ensemble du territoire métropolitain. Le Territoire de Belfort se situe parmi les départements présentant les plus fortes densités de logements sociaux. A un niveau géographique plus fin, les résultats du recensement 2019 montrent que la commune de Belfort regroupe 62% du parc social. Au 1er janvier 2022, 13 969 logements sociaux sont recensés dans le Territoire de Belfort, soit 19,0% de l'ensemble des logements du département.

Personnes en situation de handicap

A partir des reconnaissances administratives délivrées par la Maison Départementale des Personnes Handicapées (MDPH), on recense 11 900 personnes en situation de handicap dans le Territoire de Belfort fin 2022. Elles représentent ainsi 10.4% de la population âgée de 20 ans ou plus et 3,1% des moins de 20 ans. Fin 2022, le département compte 668 adultes bénéficiaires d'un droit ouvert à la PCH (prestation de compensation du handicap). Ainsi, 73 personnes handicapées pour 10 000 personnes de 20-74 ans sont couvertes par la PCH. Au 31 décembre 2022, le département compte 2 449 allocataires de l'AAH (allocation aux adultes handicapés). En 2022, la MDPH a réceptionné 8 857 dossiers de demande.



Enfance, famille et aide sociale à l'enfance

En décembre 2022, le Territoire de Belfort dispose de 686 places d'accueil collectif (les 95 places des Maisons d'Assistantes Maternelles ne sont pas prises en compte). Les multi-accueils représentent 61% de l'offre d'accueil du département pour la petite enfance. Viennent ensuite les micro-crèches (12%), les crèches collectives (11%), les halte-garderies (8%), les multi-accueils familiaux (5%) et les multi-accueils parentaux (2%).

442 dossiers ont été ouverts en 2022 pour des signalements d'enfants en danger dans le département. En 2022, le nombre d'enfants maltraités a diminué de 31% (-56 enfants maltraités) tout comme celui des enfants dits en risque de 13% (-48 enfants en risque).

Jeunes

Dans le Territoire de Belfort, 2 737 jeunes de 15-24 ans ne sont ni en emploi ni en formation en 2020, soit 16.1% des 15-24 ans du département. De mars à décembre 2022, 233 jeunes sont entrées dans le dispositif Contrat d'Engagement Jeune (CEJ) dans le Territoire de Belfort. En 2020, 1 088 jeunes non scolarisés âgés de 15 à 19 ans sont recensés dans le Territoire de Belfort et parmi eux, 515 jeunes ont de bas niveaux de formation (soit 47,3% de ces jeunes). Concernant les jeunes non scolarisés de 20-24 ans, 869 ont des bas niveaux de formation, soit 17,3% des jeunes non scolarisés de la tranche d'âge.

Violences faites aux femmes

Mi-novembre 2019, au sein du département du Territoire de Belfort, ont été recensés 436 faits de violences faites aux femmes, dont 109 dans le cadre familial en secteur police et 117 victimes de violences intrafamiliales, dont 65 femmes majeures et 35 enfants en secteur gendarmerie. Diverses actions sont menées au sein du département pour lutter contre ces violences : rédaction d'un protocole départemental de prévention et de lutte contre les violences faites aux femmes, la création d'une cellule départementale dédiée à la prise en charge opérationnelle des femmes victimes de violences conjugales et la signature d'une convention avec l'Hôpital Nord-Franche-Comté visant à permettre l'accueil et le dépôt de plainte des victimes de violences, au sein même de l'établissement hospitalier.

Ces éléments de contexte démontrent toute la pertinence de la mise en oeuvre d'actions spécifiques par le biais de cet appel à projets à destination des publics vulnérables, exposés au risque de pauvreté ou d'exclusion sociale afin de promouvoir leur intégration sociale.

• Objectifs

Dans le cadre du FSE+, le présent appel à projets vise à soutenir des opérations permettant de :



- Permettre la mise en oeuvre d'actions déconnectées d'un objectif immédiat d'accès à l'emploi soit qu'il s'adresse à des publics trop éloignés de l'emploi nécessitant une remobilisation sociale préalable soit qu'il s'adresse à des publics qui ne sont pas sur le marché de l'emploi (enfants ou retraités par exemple).
- Prévenir et/ou lutte contre l'exclusion et la pauvreté infantile.
- Promouvoir l'accès aux droits et aux services comme l'accès aux soins ou à la justice.

- **Actions visées**

Cet appel à projets concerne les actions suivantes :

- **Actions visant à lutter contre la pauvreté et favoriser l'insertion sociale des individus ;**

Actions visant à mieux connaître et mieux lutter contre les facteurs d'exclusion (ingénierie, études et innovation sociale en matière de lutte contre la pauvreté et l'exclusion ; expérimentation de nouvelles modalités d'accompagnement ; formation, professionnalisation et mise en réseau des travailleurs du champ social ou médico-social ou encore coordination des acteurs, animation territoriale et ingénierie de projets).

Actions d'accompagnement des personnes à risque ou en situation de pauvreté et/ou exclues, accompagnement disciplinaire par le biais d'actions pour lutter contre la grande précarité, pour aller vers une remobilisation sociale ou encore un accès aux droits et aux services.

- **Actions visant à soutenir le développement des enfants à risque ou en situation d'exclusion ;**

Accompagnement des enfants vers l'intégration sociale via des activités de type culturel, sportif et /ou de loisirs.

Éducation et information à la santé.

Formation des professionnels de l'enfance.

Accès à l'éducation pouvant intégrer la fourniture de matériels.

- **Actions visant à soutenir l'accès et le maintien dans le logement ;**

Accompagnement pluridisciplinaire vers et dans le logement, y compris pour les ménages logés dans les logements temporaires, pour favoriser l'accès à un logement pérenne.

- **Actions visant à prévenir et à lutter contre les violences sexuelles, sexistes ou intrafamiliales, y compris en ligne.**

Prise en charge et mise à l'abri des victimes.

Soutien, notamment via de la formation, des services sociaux de protection ou de prise en charge des victimes.

Appui aux campagnes de sensibilisation et prévention.

• **Catégorie des candidats éligibles à l'objectif spécifique**

Cet appel à projets est ouvert à tout organisme privé ou public susceptible de proposer un projet d'intérêt général relevant de son champ d'intervention, en lien avec les thématiques ciblées.

Les projets en consortium ne sont pas éligibles.

• **Public cible**

Les principaux groupes cibles sont les personnes exposées à la pauvreté ou à des difficultés persistantes d'insertion dont :

- bénéficiaires de minimas sociaux ;
- mineurs et jeunes majeurs de l'Aide Sociale à l'Enfance (ASE) (dont Mineurs Non Accompagnés MNA), jeunes majeurs sortis des dispositifs ASE ;
- ressortissants de pays tiers y compris ceux sous statut de protection ;
- personnes issues des communautés marginalisées et des gens du voyage ;
- personnes sous main de justice ;
- personnes sans domicile fixe ;
- foyers monoparentaux.

Pour les actions visant les enfants soit les enfants concernés par une situation d'exclusion dont ceux :

- vivant dans des contextes informels ;
- sans abri ;
- relevant des dispositifs ASE y compris MNA ;
- bénéficiant d'une prise en charge alternative (protection de remplacement) ;
- ayant des besoins spécifiques (handicap,...) ;
- en situation ou à risque de pauvreté.

Pour les actions visant à soutenir l'accès et le maintien dans le logement, personnes :

- sans logement ;
- mal logées (habitat insalubre) ou en risque de perte de logement ;
- prioritaires au titre du Droit au Logement Opposable (DALO) ;



Pour les actions visant à lutter contre les violences sexuelles, sexistes ou intrafamiliales :

- victimes de violence, en particulier les femmes et les enfants.
- **Profils de plan de financement**
Taux forfaitaire de 7% des dépenses de personnel, de fonctionnement, de prestations et de participants (au réel) pour calculer les dépenses indirectes
Taux forfaitaire de 15% des dépenses de personnel (au réel) pour calculer les dépenses indirectes
- **Autre**

Conflit d'intérêt

En référence à l'article 61 du règlement (UE/Euratom) n°2018/1046, une attention particulière sera portée par le Département à l'existence potentielle de conflits d'intérêt chez l'opérateur, notamment en ce qui concerne les lignes de partage.

Lignes de partage

L'accord régional signé le 23 février 2022 entre l'État et la Région Bourgogne-Franche-Comté fixant les lignes de partage entre le volet déconcentré du programme national FSE + et le programme régional FEDER/FSE+ pour la période 2021-2027 est disponible sur le site internet du Conseil Régional de Bourgogne-Franche-Comté et sur le site de la DREETS.

<https://www.europe-bfc.eu/actualite/fse-accord-regional-entre-letat-et-la-region-bourgogne-franche-comte/>

RÈGLES D'ÉLIGIBILITÉ ET DE SÉLECTION COMMUNES AUX PROJETS FSE+/FTJ

• Textes de référence

Règlement UE 2021/1057 du Parlement et du Conseil du 24 juin 2021 instituant le Fonds social européen plus (FSE+) et abrogeant le règlement UE n°1296/2013

Règlement UE 2021/1060 du Parlement et du Conseil du 24 juin 2021 portant dispositions communes relatives au FEDER, au FSE+, au Fonds de cohésion, au FTJ et au FEAMP, et établissant les règles financières applicables à ces Fonds [...]

Décret no 2022-608 du 21 avril 2022 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses des programmes européens de la politique de cohésion et de la pêche et des affaires maritimes pour la période de programmation 2021-2027.

• Architecture et gestion - lignes de partage

Présentation du FSE+

Le **Fonds Social Européen Plus (FSE+)** est l'un des fonds de la politique européenne de cohésion économique, sociale et territoriale. Pour la période 2021-2027, il intègre en un seul instrument l'ancien Fonds social européen, l'Initiative pour l'emploi des jeunes, le Fonds européen d'aide aux plus démunis (FEAD) et le Programme de l'UE pour l'emploi et l'innovation sociale (EaSI).

Cette politique vise à appuyer la mise en œuvre du Socle européen des droits sociaux, adopté en 2017 lors du Sommet européen de Göteborg, dont le plan d'action a été présenté par la Commission européenne le 4 mars 2021. Celui-ci propose de fixer trois grands objectifs à atteindre d'ici 2030 :

1. Au moins 78 % des personnes âgées de 20 à 64 ans devraient avoir un emploi ;
2. Au moins 60 % des adultes devraient participer à des activités de formation chaque année ;
3. Le nombre de personnes menacées de pauvreté ou d'exclusion sociale devrait diminuer d'au moins 15 millions.

L'objectif du FSE+ en France, doté d'un montant de 6,7 milliards d'euros, est de promouvoir l'emploi par le biais d'interventions actives permettant l'intégration et la réintégration sur le marché du travail, notamment des jeunes, en particulier par la mise en œuvre de la garantie renforcée pour la jeunesse, des chômeurs de longue durée, des groupes désavantagés sur le marché du travail et des personnes inactives. Il soutient également l'emploi indépendant et l'économie sociale.

En outre, le FSE+ soutient et complète les politiques des États membres visant à garantir l'égalité d'accès à l'éducation, à la formation et au marché du travail, des conditions de travail équitables et de qualité et l'inclusion sociale. Le FSE+ apporte une valeur ajoutée à ces politiques en mettant l'accent sur une éducation et une formation inclusives et de qualité, l'apprentissage tout au long de la vie, l'anticipation des mutations économiques et l'adaptation aux compétences des salariés, notamment liées aux transitions écologiques et numériques, l'accompagnement des entreprises et des acteurs locaux, la lutte contre toutes formes d'exclusion en luttant contre la pauvreté et en garantissant l'accès aux droits, au logement et aux services, la protection de l'enfance, l'accès aux services de base et à l'alimentation.

Le FSE+ est **géré à travers des programmes de sept ans**, documents cadres composés d'un ensemble de priorités et objectifs spécifiques dans lesquels sont identifiés les types d'actions que le FSE+ prévoit de cofinancer en cohérence avec les défis identifiés et la stratégie fixée par chacun des programmes. Pour la période 2021-2027, la mise en œuvre du FSE+ en France sera partagée entre :

- Les conseils régionaux, autorités de gestion des programmes régionaux « FEDER-FSE+ », notamment pour des actions d'aide à la création d'entreprise, d'appui à l'économie sociale et solidaire, d'orientation tout au long de la vie et de formation des demandeurs d'emploi ;
- L'Etat dans le cadre d'une part du programme national FSE+ « Emploi, inclusion, jeunesse et compétences » dont une partie de l'enveloppe est déléguée à des organismes intermédiaires (conseils départementaux, PLIE, métropoles...) pour des actions d'inclusion, et d'autre part du programme national FSE+ « Soutien européen à l'aide alimentaire ».

Le programme national FSE+ « Emploi, inclusion, jeunesse et compétences »

En France sur 2021-2027, le Programme national FSE+ se décompose en 7 priorités :

- La priorité 1, en faveur de l'insertion professionnelle et l'inclusion sociale des personnes les plus éloignées du marché du travail et des plus vulnérables/ou des exclus ;
- La priorité 2, pour l'insertion professionnelle des jeunes et l'appui à la réussite éducative ;
- La priorité 3, visant à l'amélioration des compétences et des systèmes d'éducation, de formation professionnelle et d'orientation pour mieux anticiper et accompagner les mutations économiques ;
- La priorité 4, pour la promotion d'un marché du travail inclusif et d'un environnement de travail adapté et sain ;
- La priorité 5, pour l'aide matérielle aux plus démunis ;
- La priorité 6, en faveur de l'innovation sociale et l'essaimage de dispositifs innovants ;
- La priorité 7 en réponse aux défis spécifiques des territoires d'outre-mer.

Il est mis en œuvre par la Délégation Générale à l'Emploi et à la Formation Professionnelle (DGEFP) pour le volet national et par les Directions (régionales) de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités (DEETS/ DREETS/DRIEETS), et leurs organismes intermédiaires, pour le volet déconcentré.

Le programme national Fonds de transition juste « Emploi et compétences »

Le Fonds pour une transition juste (FTJ) est un nouvel instrument financier qui relève de la politique de cohésion et vise à soutenir les territoires confrontés à de graves difficultés socio-économiques résultant de la transition vers la neutralité climatique. Il facilitera la mise en œuvre du Pacte vert pour l'Europe, dont l'objectif est de rendre l'Union climatiquement neutre d'ici à 2050.

L'objectif d'ensemble du programme national FTJ consiste à soutenir les initiatives de développement durable (reconversions de sites, adaptation des modes de production, appui à des secteurs alternatifs...) et la reconversion sociale des salariés et ex-salariés des installations du secteur secondaire mises en déclin par le changement de modèle productif lié à la transition énergétique. Ce programme a vocation à réduire l'impact social de la transition vers une économie neutre en carbone dans les territoires les plus émetteurs de CO2 d'origine industrielle, en cohérence avec les objectifs et les stratégies territoriales définies dans le cadre des plans de transition juste (PTJ), définis conjointement par l'Etat et les Régions dans chacune des régions éligibles.

Conformément à l'objectif de concentration territoriale, les territoires éligibles aux financements FTJ sont identifiés au niveau NUTS III (départements) sur la base de taux d'émission de gaz à effet de serre du secteur industriel et au poids de l'emploi industriel du territoire. Les territoires éligibles correspondent à des zones départementales et infra-départementales de 6 régions métropolitaines :

- Le territoire Normandie – Axe Seine et Bresle ;
- Les départements du Nord et du Pas-de-Calais ;
- Des territoires des départements de Moselle, Meurthe-et-Moselle et Haut-Rhin ;
- Le territoire du Pacte de Cordemais en Pays-de-la-Loire ;
- Des territoires des départements du Rhône et de l'Isère ;
- Le département des Bouches-du-Rhône.

Les PTJ peuvent cibler de façon plus précise au sein des départements éligibles des territoires cibles pour tout ou partie des mesures envisagées.

L'intervention des fonds FTJ est conditionnée par les orientations stratégiques et les objectifs définis pour chaque territoire dans le cadre des plans territoriaux de transition juste.

Le programme FTJ comporte une priorité unique. Il est mis en œuvre par les Directions régionales de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités (DREETS) pour le volet déconcentré dans les régions concernées.

Cadre d'intervention des programmes nationaux FSE+ et FTJ

Dans le cadre des programmes nationaux FSE+ et FTJ, il appartient à chaque autorité de gestion déléguée et à chaque organisme intermédiaire de définir ses propres appels à projets en cohérence avec les règlements européens et les orientations de chaque programme. Ces appels à projets tiennent compte des lignes de partage, définies dans l'Accord de Partenariat et dans les accords locaux, avec les programmes et les fonds suivants :

- Les programmes régionaux contenant du FSE+ ;
- Le programme FSE+ de financement de l'aide alimentaire (DGCS) ;
- Le Fonds européen de développement régional (FEDER) ;
- Le Fonds européen agricole pour le développement rural (FEADER) ;
- Le Fonds Asile, Migration et Intégration (FAMI) ;
- Le Fonds Européen pour les Affaires Maritimes, la Pêche et l'Aquaculture (FEAMPA).

La sélection des projets s'appuie sur une analyse particulière du rapport coûts/avantages d'un apport du FSE+ ou du FTJ, en tenant compte de la logique « projet » et de l'effet levier du FSE+ ainsi que du caractère original et transférable du projet.

Le FSE+ et le FTJ n'accordent pas d'aides ou d'offres d'emploi directement aux individus mais finance des projets portés par des personnes morales au niveau local ou national.

Le FSE+ et le FTJ n'interviennent jamais seul pour soutenir un projet, mais toujours en cofinancement d'autres financeurs publics et/ou privés (Etat, collectivités locales, entreprises, etc.). Ce principe se traduit par l'obligation pour les porteurs de projet de trouver au préalable des financements auprès de leurs partenaires ou sur leurs fonds propres.

• Critères communs de sélection des opérations

Aux termes de l'article 9 du règlement (UE) 2021/1060 sur les principes horizontaux :

1. Les États membres et la Commission veillent au respect des droits fondamentaux et à la conformité avec la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne lors de la mise en œuvre des Fonds.
2. Les États membres et la Commission veillent à ce que l'égalité entre les hommes et les femmes, l'intégration des questions d'égalité entre les hommes et les femmes et l'intégration de la dimension de genre soient prises en compte et favorisées tout au long de l'élaboration, de la mise en œuvre, du suivi et de l'évaluation des programmes ainsi que lors de l'établissement de rapports à leur sujet.
3. Les États membres et la Commission prennent les mesures appropriées pour prévenir toute discrimination fondée sur le sexe, l'origine raciale ou ethnique, la religion ou les convictions, le handicap, l'âge ou l'orientation sexuelle lors de l'élaboration, de la mise en œuvre, du suivi

et de l'évaluation des programmes ainsi que lors de l'établissement de rapports à leur sujet. En particulier, l'accessibilité pour les personnes handicapées est prise en compte tout au long de l'élaboration et de la mise en œuvre des programmes.

4. Les objectifs des Fonds sont poursuivis conformément à l'objectif consistant à promouvoir le développement durable énoncé à l'article 11 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne, compte tenu des objectifs de développement durable des Nations unies, de l'accord de Paris et du principe consistant à «ne pas causer de préjudice important».

Les objectifs des Fonds sont poursuivis dans le plein respect de l'acquis de l'Union dans le domaine de l'environnement.

Aux termes de l'article 63 du règlement (UE) 2021/1060 sur l'éligibilité :

1. L'éligibilité d'une dépense est déterminée sur la base des règles nationales, sauf si des dispositions spécifiques sont arrêtées dans le présent règlement ou les règlements spécifiques aux Fonds ou sur la base de ceux-ci.
2. Une dépense est éligible à une contribution des Fonds si elle a été engagée par un bénéficiaire ou le partenaire privé d'une opération PPP et versée au cours de l'exécution des opérations, entre la date à laquelle le programme a été soumis à la Commission ou à compter du 1er janvier 2021, si cette date est antérieure à la première, et le 31 décembre 2029.
Pour les coûts remboursés au titre de l'article 53, paragraphe 1, points b), c) et f), les actions constituant la base du remboursement sont accomplies entre la date de soumission du programme à la Commission ou à compter du 1er janvier 2021, si cette date est antérieure à la première, et le 31 décembre 2029.
3. [...] Pour le FSE+, les dépenses liées aux opérations peuvent être attribuées à n'importe laquelle des catégories de région du programme, à condition que l'opération contribue à la réalisation des objectifs spécifiques du programme.
Pour le FTJ, les dépenses liées aux opérations contribuent à la mise en œuvre du plan territorial de transition juste concerné.
4. Tout ou partie d'une opération peut être mis en œuvre en dehors d'un État membre, y compris en dehors de l'Union, pour autant que l'action contribue à la réalisation des objectifs du programme.
5. Pour les subventions prenant les formes définies à l'article 53, paragraphe 1, points b), c) et d), les dépenses qui sont éligibles à une contribution des Fonds sont égales aux montants calculés conformément à l'article 53, paragraphe 3.
6. Une opération n'est pas retenue pour bénéficier du soutien des Fonds si elle a été matériellement achevée ou totalement mise en œuvre avant que la demande de financement au titre du programme ne soit soumise, indépendamment du fait que tous les paiements s'y rapportant aient ou non été effectués. Le présent paragraphe ne s'applique pas aux dépenses liées à la compensation des surcoûts dans les régions ultrapériphériques dans le cadre du FEAMPA au titre de l'article 24 du règlement FEAMP ni au soutien octroyé au titre du financement supplémentaire pour les régions ultrapériphériques conformément à l'article 110, paragraphe 1, point e), du présent règlement.
7. Une dépense qui devient éligible du fait d'une modification d'un programme est éligible à compter de la date de présentation de la demande correspondante à la Commission.
[...]
8. Lorsqu'un nouveau programme est approuvé, les dépenses sont éligibles à compter de la date de présentation de la demande correspondante à la Commission.



9. Une opération peut bénéficier du soutien d'un ou de plusieurs Fonds ou d'un ou de plusieurs programmes et d'autres instruments de l'Union. Dans de tels cas, les dépenses déclarées dans une demande de paiement destinée à l'un des Fonds ne sont pas déclarées dans les cas suivants:
 - a. soutien d'un autre Fonds ou instrument de l'Union;
 - b. soutien du même Fonds au titre d'un autre programme.

Le montant des dépenses à mentionner sur une demande de paiement destinée à un Fonds peut être calculé pour chaque Fonds et pour le ou les programmes concernés au prorata, conformément au document définissant les conditions du soutien.

Aux termes de l'article 73 du règlement (UE) 2021/1060 sur la sélection des opérations par l'autorité de gestion :

1. Pour la sélection des opérations, l'autorité de gestion établit et applique des critères et procédures qui sont non discriminatoires et transparents, assurent l'accessibilité pour les personnes handicapées, l'égalité entre les femmes et les hommes et tiennent compte de la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne, du principe de développement durable et de la politique de l'Union dans le domaine de l'environnement, conformément à l'article 11 et à l'article 191, paragraphe 1, du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne.
Les critères et procédures garantissent que les opérations à sélectionner sont hiérarchisées afin d'optimiser la contribution des fonds de l'Union à la réalisation des objectifs du programme.
2. Lors de la sélection des opérations, l'autorité de gestion:
 - a. veille à ce que les opérations sélectionnées soient conformes au programme, et concordent notamment avec les stratégies qui sous-tendent le programme, et à ce qu'elles contribuent efficacement à la réalisation des objectifs spécifiques du programme;
 - b. veille à ce que les opérations sélectionnées qui relèvent du champ d'application d'une condition favorisante soient conformes aux stratégies et documents de planification correspondants établis en vue du respect de ladite condition favorisante;
 - c. veille à ce que les opérations sélectionnées présentent le meilleur rapport entre le montant du soutien, les activités menées et la réalisation des objectifs;
 - [...]
 - f. vérifie, lorsque les opérations ont commencé avant la présentation d'une demande de financement à l'autorité de gestion, que le droit applicable a été respecté;
 - g. s'assure que les opérations sélectionnées entrent dans le champ d'application du Fonds concerné et sont attribuées à un type d'intervention;
 - [...]

Aux termes de l'article 16§4 du règlement FSE+ 2021/1057, les dépenses de personnel doivent correspondre à la rémunération habituellement versée pour la catégorie de fonction concernée. Une demande de justification pourra être faite sur la base du salaire antérieur, ou du salaire d'autres postes équivalents dans la structure non financés FSE.

Les associations et fondations qui sollicitent une subvention publique s'engagent à souscrire un contrat d'engagement républicain conformément au décret n°2021-1947 du 31 décembre 2021 pris pour l'application de l'article 10-1 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations. Par la souscription de ce contrat d'

engagement républicain, les associations et fondations s'engagent à respecter les principes de liberté, d'égalité, de fraternité et de dignité de la personne humaine ainsi que les symboles de la République, ne pas mettre en cause la laïcité au sein de la République et s'abstenir de toute action portant atteinte à l'ordre public pour tout dépôt d'une demande de subvention ; elles en informent leurs membres par tout moyen. A ce titre, les porteurs de projets devront accompagner leurs demandes de subvention d'une attestation de contrat d'engagement républicain.

RÈGLES D'ÉLIGIBILITÉ ET DE SÉLECTION SPÉCIFIQUES DE L'APPEL À PROJETS

Règles s'appliquant tant à l'objectif spécifique H qu'à l'objectif spécifique L de la priorité 1

Conditions de mise en oeuvre

Le FSE + doit avoir un effet levier et permettre d'augmenter la capacité de réponse à la problématique d'insertion professionnelle et sociale des publics.

Les financements européens sont exclusivement attribués à des opérations individuelles et à des personnes morales après décision du comité de programmation (en séance du Conseil départemental ou en commission permanente).

Tous les projets doivent être saisis et transmis sur le portail dématérialisé « Ma démarche FSE+ », au cours de la période d'ouverture de l'appel à projets.

Seules les demandes de financement déposées sur « Ma démarche FSE+ » avant la date de clôture de l'appel à projets seront examinées. L'action ne doit pas être achevée au moment du dépôt de la demande de financement.

Le FSE+ ne cofinance pas le fonctionnement des structures mais les projets menés par celles-ci.

Enveloppe disponible

Le montant maximal disponible pour l'année 2024-2025 est de 1 100 000,00 euros.



Les opérations sont programmées dans la mesure où les crédits disponibles sur la maquette financière de l'organisme intermédiaire sont suffisants.

Une sélection des opérations sera effectuée selon les critères d'éligibilité et critères de priorisation ci-dessous. Ces derniers critères ont ainsi pour objectif de financer certains projets et d'en exclure d'autres dont la valeur ajoutée n'apparaît pas suffisante eu égard aux objectifs du programme.

- **Critères spécifiques de sélection des opérations**

Règles s'appliquant tant à l'objectif spécifique H qu'à l'objectif spécifique L de la priorité 1

Règles d'éligibilité spécifiques

- Les dépenses doivent respecter le principe d'éligibilité temporelle (du 1er/01/2024 au 31/12/2025) et géographique (au sein du département du Territoire de Belfort) de l'appel à projets auquel elles répondent ;
- Taux de cofinancement FSE+ maximal : 60 % ;
- Taux de cofinancement FSE+ minimum : 20 % ;
- Montant prévisionnel minimum de 15 000,00 € de subvention FSE+ pour 12 mois et 25 000,00 € de coût d'opération total éligible pour 12 mois ;
- Durée des opérations : de 12 à 24 mois ;
- Temps d'affectation minimum des personnes valorisées en dépenses de personnel : les dépenses directes de personnel autorisées au titre de l'appel à projets correspondent au personnel affecté à temps plein sur l'opération ou à minima à 20 % de temps de travail annuel sur l'opération. Les salariés valorisant moins de 20 % de leur temps total de travail annuel dans la structure ne sont pas éligibles en dépenses directes. La prise en charge de ces dépenses sera comprise dans le montant forfaitaire.
- Publics éligibles à l'opération pour l'OS H (page 7 de l'appel à projets) : 1° Les personnes en recherche d'emploi inscrites ou non auprès du service public de l'emploi, y compris les personnes en activité réduite subie, présentant notamment une ou plusieurs caractéristiques suivantes : les femmes, jeunes, demandeurs d'emploi de longue durée, les personnes inactives, les bénéficiaires de minimas sociaux, etc. 2° Les salariés en insertion des structures d'insertion par l'activité économique, et des entreprises adaptées et des groupements d'employeurs pour l'insertion et la qualification (GEIQ) (hors ACI).
- Publics éligibles à l'opération pour l'OS L (page 12 de l'appel à projets) : Les personnes exposées à la pauvreté ou à des difficultés persistantes d'insertion dont les bénéficiaires de minimas sociaux, les personnes sans domicile fixe, les foyers monoparentaux, les mineurs et jeunes majeurs de l'Aide Sociale à l'Enfance (ASE) (dont les Mineurs Non Accompagnés MNA), les personnes sous main de justice, etc.

Critères communs de priorisation des opérations

- Capacité à respecter les conditions de suivi et d'exécution des opérations telles que prescrites par les textes européens et nationaux applicables, en particulier les obligations liées au bénéfice d'une aide du FSE+ ;
- Le volume de l'aide et la dimension de l'opération sont subordonnés à une analyse en termes de coûts/avantages du financement par le FSE+ ou FTJ au regard des contraintes de gestion et de suivi de l'opération cofinancée afin d'encourager la concentration des crédits (par exemple : coût moyen par participant) ;
- Logique du projet (stratégie, objectifs, moyens, résultats) ;
- Qualité du partenariat réuni autour du projet ;
- Effet levier du projet, y compris sur l'amélioration de la situation des participants ;
- Nombre de participants, leur ciblage et leur cohérence avec les objectifs du programme et du cadre de performance.

Critères spécifiques de priorisation des opérations

Dans le cadre de l'instruction, le service instructeur évalue la contribution du projet à chaque critère spécifique de priorisation défini de manière suivante :

- L'effet levier pour l'emploi (**critère exclusivement pour l'objectif spécifique H**) ;
- La cohérence avec d'autres programmes ou dispositifs du territoire ;
- L'impact du projet sur l'objectif poursuivi, le public accompagné et le territoire ;
- L'adéquation entre la capacité financière du porteur de projet et l'envergure du projet.

• Règles particulières d'éligibilité et de justification des dépenses

Règles s'appliquant tant à l'objectif spécifique H qu'à l'objectif spécifique L de la priorité 1

Profils de plan de financement

Deux profils de plan de financement disponibles afin de garantir le respect des principes de transparence et d'égalité de traitement des porteurs de projet, les profils de plan de financement sont désormais définis dans l'appel à projets au regard des types d'opérations susceptibles d'être soutenues. La forfaitisation des coûts permet de diminuer la charge administrative liée aux différents niveaux de contrôle et de sécuriser les dépenses. Par principe, seules les dépenses servant d'assiette pour le calcul du forfait sont contrôlées.

1° **Taux forfaitaire de 15% (DPE_R/DPF_R/DPEXT_R/DPAR_R/DPI15%)** des dépenses de personnel (au réel) pour calculer les dépenses indirectes. (**postes de dépenses ouverts : dépenses de personnel, de prestation, de fonctionnement et de participants sauf pour les projets de moins de 200 000 euros où seules les dépenses de personnel peuvent être retenues**). Peuvent s'y ajouter des dépenses de fonctionnement, de prestations et des dépenses liées aux participants, le service gestionnaire se réservant le droit de ne pas conventionner ce type de dépenses si elles lui apparaissent trop complexes à justifier.

2° Le cas échéant, **taux forfaitaire de 7% (DPE_R/DPF_R/DPEXT_R/DPAR_R/DPI7%)** des dépenses de personnel, de fonctionnement, de prestations et de participants (au réel) pour calculer les dépenses indirectes (postes de dépenses ouverts : dépenses de personnel, de prestation, de fonctionnement et de participants).

Le choix d'un profil de plan de financement dépend donc du type d'opération et de ses modalités de mise en oeuvre : si le projet repose essentiellement sur les ressources humaines de la structure, il est préférable de privilégier le taux forfaitaire de 15%. Si le projet combine des ressources humaines ainsi que des dépenses de prestation, voire des dépenses de fonctionnement et des dépenses liées aux participants, le taux forfaitaire de 7% semble le plus approprié.

Pour les opérations dont le coût total est inférieur à 200 000,00 €, chaque dépense valorisée dans le plan de financement doit être couverte par une Option de Coût Simplifié (OCS), et seules les dépenses servant d'assiette de calcul aux taux forfaitaires peuvent être valorisées au réel. Cette obligation ne concerne pas les projets dont le régime d'aide d'État est « aides de minimis ».

Justification des dépenses

Conformément à la réglementation applicable (décret n° 2022-608 du 21 avril 2022 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses des programmes européens de la politique de cohésion et de la pêche et des affaires maritimes pour la période de programmation 2021-2027), les dépenses de personnel éligibles sont les rémunérations, charges patronales et salariales comprises, primes exceptionnelles et tous les autres traitements accessoires et avantages des personnels affectés à l'opération, réellement supportés par la structure.

Pour les salariés valorisés au plan de financement de l'opération, seront demandés **et vérifiés dès l'instruction** :

- le contrat de travail et avenant(s) éventuel(s) signé par le responsable de la structure et le salarié concerné, documents valables sur la période de l'opération ;
- pour les salariés valorisés à temps mensuellement fixe : les pièces sont des copies de fiches de poste ou des copies de lettres de mission ou des copies des contrats de travail. Ces documents précisent les missions, la période d'affectation des personnels à la réalisation du projet et doivent avoir été acceptés par l'autorité de gestion. Dans ce cas, les copies de fiches temps passé ou les extraits de logiciel de gestion de temps ne sont pas requis ;
- pour les salariés valorisés à temps variable (a minima 20% annuel) : les pièces sont des copies de fiches de temps (si l'opération est déjà entamée), a minima mensuelles datées et signées par le salarié et son responsable hiérarchique, ou des extraits de logiciels de gestion de temps permettant de tracer le temps dédié à l'opération ;
- les bulletins de paye sur la période de l'opération déjà réalisée ;



- en cas de mise à disposition du personnel, la copie de la convention de mise à disposition nominative et signée doit être fournie, accompagnée de la liste des missions exercées.

Nature des ressources éligibles

La mise en œuvre de crédits communautaires nécessite la mobilisation de contreparties publiques ou privées. Leurs objets déterminent le contenu des opérations cofinancées par le FSE+. L'intervention communautaire doit ainsi être strictement liée à l'objet des actions prises en charges par les financeurs nationaux : contenu, public, durée, moyens, budgets. Les contreparties clairement identifiables sont donc à présenter.

Au terme de l'opération, il conviendra de produire le justificatif de versement de la contrepartie précisant la part affectée à l'action FSE+ (attestation de paiement du cofinanceur). En cas de sous-réalisation, et si le bilan FSE+ mentionne une baisse des ressources nationales alors que le versement total des contreparties a été effectué, il conviendra que l'opérateur justifie une répartition financière différente de ses affectations initiales et produise les justificatifs de versement ajustés.

En l'absence de tels éléments, la contrepartie sera maintenue dans sa globalité, l'aide communautaire intervenant alors en subvention d'équilibre.

A défaut d'une présentation des attestations ou conventions de co-financement lors du dépôt de la demande de subvention, ces éléments seront instruits et contrôlés lors du bilan.

• Autre

Règles s'appliquant tant à l'objectif spécifique H qu'à l'objectif spécifique L de la priorité 1

Avances

Les avances sont formulées par une simple demande, téléchargée dans les pièces jointes du dossier lors du dépôt du dossier de demande dans l'application Ma démarche FSE+.

Les avances peuvent aller jusqu'à 30 % maximum du montant FSE+ conventionné et leur accord est examiné lors de l'instruction après vérification, le cas échéant, du bilan d'exécution de l'année précédente. A noter que les avances ne sont pas possibles pour les collectivités publiques /territoriales, les établissements publics, les opérateurs de compétences et les organismes publics.

Les avances sont versées à la suite de la notification de la convention FSE+ signée des deux parties et sous réserve de la disponibilité des crédits inscrits au budget départemental, sur présentation d'une attestation de démarrage.

RGPD



Les opérateurs retenus doivent respecter les dispositions du Règlement Général sur la Protection des Données (RGPD), entré en vigueur le 25 mai 2018.

NB : Afin d'assurer la légalité des traitements de données personnelles contenues dans « Ma démarche FSE+ », tout questionnaire qui n'est pas utilisé comme élément de justification de l'éligibilité d'un participant devra être systématiquement détruit après saisie des informations qu'il contient dans « Ma démarche FSE+ ».

Les étapes après le dépôt

1. **Recevabilité** : la cellule FSE du Département, avant de déclarer le dossier recevable, vérifie la présence et la conformité des pièces obligatoires exigées. En cas de documents manquants ou non conformes, des compléments sont demandés.
2. **Instruction** : l'instruction consiste en une analyse qualitative, quantitative et financière du dossier d'une demande de subvention recevable par la cellule FSE du Département si besoin avec d'autres services associés, afin de donner un avis sur l'opportunité de son financement.
3. **Programmation** : à l'issue de l'instruction, le dossier est présenté pour avis à l'autorité de gestion déléguée puis au comité technique FSE, avant le passage en Commission permanente, pour validation.
4. **Conventionnement** : si la décision est favorable, une convention est alors signée de manière électronique entre le porteur de projet et le Président du Conseil Départemental.

Le candidat est invité à consulter les sites internet de l'Union européenne et du gouvernement français liés aux fonds européens et à leur utilisation, avant la remise de son projet, tout comme le site Internet du département du Territoire de Belfort où le candidat trouvera une boîte à outils lui facilitant le dépôt de son dossier sur MDFSE+ :

Exemples :

- <https://fse.gouv.fr>
- <http://www.europe-en-france.gouv.fr>
- <https://www.territoiredebelfort.fr/>

La cellule FSE reste à la disposition des porteurs de projets pour leur apporter un appui à l'élaboration et au montage de leur dossier de demande de subvention.

Fraudes / Plaintes

Deux plateformes nationales sont ouvertes pour recueillir les soupçons de fraude et les réclamations relatives aux interventions FSE+ portés par l'Etat. Elles sont disponibles depuis le site fse.gouv.fr avec deux liens spécifiques en haut de page :

- « Signaler une fraude potentielle » : <https://www.plateforme-elios.fse.gouv.fr>
- « Déposer une réclamation » : <https://www.plateforme-eolys.fse.gouv.fr>

Contacts

- Ambre TROUILLOT – 03 84 90 92 77 – ambre.trouillot@territoiredebelfort.fr
- Clara BARRAU - 03 84 90 90 76 - clara.barrau@territoiredebelfort.fr
- Céline WEISS-DURAND - 03 84 90 90 95 - celine.weiss-durand@territoiredebelfort.fr

OBLIGATIONS DES BÉNÉFICIAIRES

• Publicité et information

[Non applicable au Programme FSE+ de financement de l'aide alimentaire (DGCS)]

Référence : Article 50 du Règlement (UE) 2021/1060 du Parlement européen et du Conseil du 24 juin 2021

1. Les bénéficiaires et les organismes mettant en œuvre les instruments financiers font mention du soutien octroyé par les Fonds à l'opération, y compris des ressources réutilisées conformément à l'article 62 :

- a) en fournissant sur le site internet officiel, si un tel site existe, et les sites de médias sociaux du bénéficiaire une description succincte de l'opération, en rapport avec le niveau du soutien, y compris sa finalité et ses résultats, qui met en lumière le soutien financier de l'Union ;
- b) en apposant de manière visible une mention mettant en avant le soutien octroyé par l'Union sur les documents et le matériel de communication relatifs à la mise en œuvre d'une opération qui sont destinés au public ou aux participants ;
- c) en apposant des plaques ou des panneaux d'affichage permanents bien visibles du public, présentant l'emblème de l'Union conformément aux caractéristiques techniques figurant à l'annexe IX, dès que la réalisation physique d'opérations comprenant des investissements matériels commence ou que les équipements achetés sont installés, en ce qui concerne :
 - i. Les opérations soutenues par le FEDER ou le Fonds de cohésion dont le coût total est supérieur à 500 000 EUR ;
 - ii. les opérations soutenues par le FSE+, le FTJ, le FEAMPA, le FAMI, le FSI ou l'IGFV dont le coût total est supérieur à 100 000 EUR ;
- d) en apposant, en un lieu bien visible du public, pour les opérations ne relevant pas du point c), au moins une affiche de format A3 au minimum, ou un affichage électronique équivalent, présentant des informations sur l'opération qui mettent en avant le soutien octroyé par les Fonds ; lorsque le bénéficiaire est une personne physique, il veille, dans la mesure du possible, à ce que des informations appropriées soient disponibles, qui mettent en avant le soutien octroyé par les Fonds, en un lieu visible du public ou au moyen d'un affichage électronique ;
- e) pour les opérations d'importance stratégique et les opérations dont le coût total dépasse 10 000 000 EUR, en organisant une action ou activité de communication, selon le cas, et en y



associant en temps utile la Commission et l'autorité de gestion responsable.

- **Respect des obligations de collecte et de suivi des données des participants et entités**

[Non applicable au Programme FSE+ de financement de l'aide alimentaire (DGCS)]

Le règlement UE n°2021/1057 du Parlement européen et du Conseil du 24 juin 2021 contient des dispositions en matière de suivi des participants aux actions cofinancées par le Fonds social européen et le Fonds de Transition Juste. Dans le but de mesurer les progrès réalisés, la Commission européenne souhaite que des données fiables soient disponibles en continu afin de pouvoir les agréger au niveau français et européen.

Les porteurs de projets devront obligatoirement recueillir des données relatives à chaque participant au fil de l'eau (coordonnées, données d'entrée et de sortie de l'opération concernant notamment la situation sur le marché du travail).

Le renseignement de ces données est intégré au système d'information « Ma Démarche FSE+ » pour permettre le suivi des informations relatives aux participants dès leur entrée dans l'action. Les porteurs de projets doivent commencer à renseigner le système d'information dès la recevabilité administrative de leur demande de financement et tout au long de leur opération.

Les données relatives aux sorties des participants (annexe I du règlement UE n°2021/1057 du Parlement européen et du conseil du 24 juin 2021 relatif au FSE) **sont obligatoirement renseignées à la sortie du participant de l'action. Ces données doivent être collectées entre le moment où la personne quitte l'action (date de la sortie) et la quatrième semaine qui suit l'évènement.**

Toutes les données d'entrée et de sortie des participants doivent être saisies de manière exhaustive dans le système d'information Ma Démarche FSE+ avant le dépôt du bilan final.

Pour les opérations sans participants, seuls des indicateurs relatifs aux entités sont à renseigner.

- **Suivi des indicateurs**

[Consulter l'annexe de suivi des indicateurs](#)